

Les contrats-programmes : “prise d’otages” ?

Politique culturelle Des directeurs de théâtre craignent d’être victimes du conflit PS-CDH.

Hier, nous annoncions que l’Inspection des finances (IF) avait réclamé que passe devant le gouvernement le méga-plan sur les contrats-programmes des arts de la scène (295 demandes déposées, près de 100 millions d’euros de subsides annuels). L’IF pointait deux raisons à cela, auxquelles la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH) a répondu mercredi au Parlement: *“L’IF sollicite un passage en gouvernement, mais elle précise que c’est pour ce qui concerne la validation de la liste des futurs opérateurs reconnus afin de bénéficier du fonds écureuil (un fonds de préfinancement). Il va de soi que ceci sera fait. Il va de soi aussi que je passerai devant le gouvernement pour la liquidation des subventions annuelles dépassant les 250 000 euros, comme le prévoit la réglementation.”*

Cela étant dit, M^{me} Greoli persiste à estimer que pour le reste (les décisions d’octroi), elle n’a pas à passer devant le gouvernement et peut annoncer ses décisions, évitant des “fuites” si le processus était trop re-

tardé. *“Je signale que nous en sommes à la phase des décisions d’octroi, et aussi loin que j’ai pu remonter dans les archives électroniques du gouvernement, soit juillet 2008, celles-ci ont toujours été le fait de la seule ministre de la Culture. Il en va de même par ailleurs pour les contrats-programmes en arts de la scène.”*

Côté socialiste, l’ancienne ministre Fadila Laanan dit sur Twitter : *“Il est normal que les dossiers passent par le gouvernement, c’est une étape indispensable à la légalité de la décision.”* Le ministre-Président Rudy Demotte (PS), depuis Haïti, ne s’exprime par sur un passage devant le gouvernement mais sera *“attentif au suivi des avis et aux choix posés lors de la ventilation des subsides”*.

Dans une lettre ouverte, les directeurs de théâtres réunis dans la Conpeas craignent que le PS, *“remettant en cause un accord octroyant à M^{me} Greoli une autono-*

mie de décision, ne veuille renégocier les montants arrêtés” par la ministre et que les opérateurs culturels *“se retrouvent pris en otage dans le cadre du conflit opposant depuis cet été PS et CDH. Une telle situation est pour [eux] absolument inacceptable”*. Ils exigent que les décisions prises par Alda Greoli *“soient rendues publiques avant la fin de la semaine”*.

Guy Duplat

Alda Greoli persiste à estimer que, pour les décisions d’octroi, elle n’a pas à passer devant le gouvernement.